



Fédération des Résidences
Universitaires de France

CITES U : LE KRACH !

Depuis trois mois, dans plusieurs Cités U., c'est l'effervescence. Assemblées Générales, tracts, manifs, grèves des loyers, pour des centaines d'entre elles, coordination inter-cités.

Tout la panoplie d'une riposte efficace.

Mais pour quoi faire ?

Pour nombre de bacheliers vivant hors des villes universitaires, le logement pendant les études supérieures, ce sont les Cités U.

Pour nombre d'étudiants, c'est le seul moyen qui leur permette de suivre des études avec un logement pas trop cher, ce sont les Cités U.

Mais, les Cités U., ce sont aussi : des chambres de 9 m² en plein délabrement. Fissures, fuites, cafards, bruit, c'est le lot quotidien des résidents ; ce sont des critères d'admission qui sont de moins en moins basés sur des critères sociaux (revenu, éloignement), ce sont des loyers qui augmentent régulièrement.

A cela, les résidents disent NON !

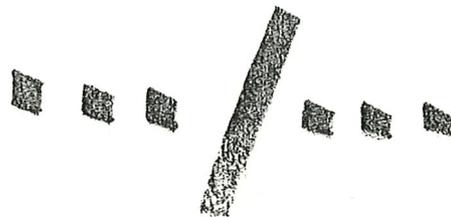
Ce n'est plus sans aucune répercussion sur les conditions de vie, et comme si nous pouvions tous payer un loyer à 1700 Frs et des frais d'études.

Les seules perspectives de développement des Cités U., ce sont des résidences "de luxe" à 1700 Frs par mois, alors que l'on laisse se dégrader les autres. Même avec les bourses les plus élevées (14.000 Frs par an), il n'y aura pas d'hésitation, ce sera les Cités-poubelles avec un loyer trois fois moins élevé.

Quand on sait que l'on détruit des bâtiments (ANTONY), et que 400.000 étudiants font une demande, alors qu'il n'y a que 100.000 places, que l'on ferme des chambres à NANTERRE pour insalubrité, on comprend mieux pourquoi les résidents aujourd'hui, se mobilisent.

Le 26 mars dernier, 7 villes ont répondu à l'appel de NANTERRE et d'ANTONY, afin d'envisager une riposte d'ampleur nationale.

La coordination inter-cités appelle donc tous les résidents à une journée nationale d'action, le 4 MAI 1988.



Le 4 MAI, ce sera le moyen d'exiger que les acquis des Cités en lutte soient respectés, que le gouvernement tienne ses promesses. Valade déclare qu'il est conscient des problèmes des Cités U. eh bien! qu'il s'y attaque.

Après le 4 MAI, il faut que, quelque soit le résultat du second tour des élections présidentielles, le gouvernement soit obligé de tenir compte des revendications des résidents.

Le 4 MAI, ce sera aussi pour nous, non résidents, le moment de crier notre indignation face au développement d'une politique élitiste basée sur la sélection sociale.

Le 4 MAI,

AVEC LES RESIDENTS

EXIGEONS

◇ L'abrogation du décret Valade qui vise au développement des Cités U. privées "de luxe" et des "Cités-Poubelles".

◇ La rénovation des Cités U. avec un collectif budgétaire dès cette année.

◇ La construction de nouvelles cités avec une loi de programmation

◇ Une réelle démocratisation de l'Enseignement Supérieur

EXIGEONS LE REINVESTISSEMENT DE L'ETAT
DANS LES OEUVRES UNIVERSITAIRES

SOUTENONS LEURS

INITIATIVES

ET ENVAHISSONS

AVEC LES RESIDENTS

LES CROUS L'E

MERCREDI 4 MAI